

Impérialisme et Internationalisme

*Dossier de formation MJCF 67 et UEC
Strasbourg*



Sommaire

Introduction.....	p.3
1. Historique des pratiques de l'internationalisme prolétarien : les Internationales ouvrières.....	p.5
L'internationalisme : un combat permanent	p.6
2. Définir l'impérialisme aujourd'hui suivant l'analyse léniniste.....	p.8
Union européenne.....	p.11
OTAN.....	p.12
3. La solidarité internationale des étudiants.....	p.14
Construire la solidarité avec les étudiants étrangers.....	p.15
4. La campagne « Palestine : agir ici et maintenant ».....	p.16
La France et l'UE complices des crimes israéliens.....	p.16
Faire vivre une solidarité internationale de résistance avec le peuple Palestinien.....	p.17
a) La lutte idéologique pour la vérité sur le conflit israélo-palestinien.....	p.18
b) La reconnaissance de l'Etat palestinien.....	p.19
c) La libération des prisonniers politiques palestiniens.....	p.19
d) La fin de la criminalisation des militants de la paix et BDS.....	p.20
5. La solidarité internationale avec le peuple Kurde.....	p.22
Conclusion : la lutte de la jeunesse pour faire vivre la solidarité internationale.....	p.24

Introduction

En 1848 Karl Marx et Friedrich Engels concluaient le *Manifeste du Parti communiste* par les mots célèbres « *proletaires de tous les pays, unissez-vous !* ». Ils posaient ainsi le principe théorique et pratique de solidarité internationale que nous appelons **internationalisme prolétarien**.

Ce qu'on appelait « internationalisme » avant l'œuvre de Marx n'avait jamais réussi à dépasser un cadre bourgeois : le cosmopolitisme, l'universalisme, le mondialisme ou même les écrits d'Emmanuel Kant sur « la paix perpétuelle » se contentaient d'envisager la fin des conflits internationaux par la création d'un cadre juridique commun entre les Etats et une évolution des régimes politiques étatiques vers le modèle républicain.

Au contraire, l'internationalisme marxiste passe d'abord par **la solidarité au delà des nations entre les prolétaires**. Cette solidarité doit s'effectuer d'abord pour lutter pour les droits et les conditions de vie des travailleurs, et cette lutte s'effectue inévitablement contre la classe dominante. La défense d'intérêts communs à l'humanité implique de s'opposer au nationalisme, au chauvinisme, à l'impérialisme, vraies causes des guerres entre les peuples. Le marxisme permet donc de cibler quelles sont les causes des conflits internationaux. Ce n'est pas le manque de constitution républicaine ou d'un cadre juridique commun à l'échelle mondiale, mais bien au contraire c'est l'affrontement entre les intérêts économiques des différents Etats qui les pose dans des situations de conflit. Conflits où des prolétaires meurent pour les intérêts de leurs classes dominantes nationales.

L'internationalisme n'est pas un idéal abstrait, mais un principe qui se base sur les conditions matérielles des prolétaires et leurs intérêts convergents. Au XIX^{ème} siècle, lorsque Marx et Engels écrivaient le *Manifeste du Parti communiste*, le capitalisme unifiait rapidement l'économie mondiale, à travers un développement des échanges aidé par les progrès de la science et de la technique. Ce processus ne faisait que creuser les inégalités sociales dans les pays capitalistes, faisant des prolétaires les mêmes pauvres exploités partout. D'où le célèbre passage du *Manifeste*:

« On a accusé les communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité. Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot. Déjà les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent ».

L'internationalisme, pour le socialisme scientifique, part donc d'abord d'un constat. Mais du point de vue du mouvement ouvrier et de son action politique consciente, c'est également un combat et une nécessité. En effet, le *Manifeste* poursuit :

« Le prolétariat au pouvoir les fera disparaître plus encore. Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation. Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation. Du jour où tombe l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles ».

Cette nécessité est à la fois économique et politique :

- Economique, car le succès du modèle socialiste ne peut s'appuyer que sur la forte productivité établie par le capitalisme (pour répartir rapidement le travail, donner du temps libre pour exercer la démocratie ouvrière...). Or, la forte productivité dépend fortement de la mondialisation, donc un Etat révolutionnaire ne peut être autarchique sans risquer de subir un profond recul économique.
- Politique, car si les travailleurs de tous les pays ne sont pas suffisamment solidaires, un éventuel Etat révolutionnaire serait immanquablement isolé et agressé par son entourage capitaliste.

En résumé, la révolution socialiste, même si elle peut démarrer dans un pays, doit nécessairement à terme se développer à l'échelle mondiale, ou elle sera vouée à l'échec. Ce qui implique que le mouvement ouvrier révolutionnaire est internationaliste ou il n'est pas.

1. Historique des pratiques de l'internationalisme prolétarien : les Internationales ouvrières



L'Internationalisme dans son acception moderne naît dans les **mouvements révolutionnaires de 1848** de la prise de conscience qu'il existe des intérêts communs à l'humanité.

C'est pour cela qu'un des principaux combats de Marx et Engels durant leur vie fut la **construction d'une organisation internationale des travailleurs**. C'est pour chanter la lutte de classe mondiale et la constitution de la Première Internationale ouvrière qu'Eugène Pottier écrit dans sa prison les paroles de la fameuse *Internationale*. **L'AIT (Association Internationale des Travailleurs)** fut constitué à Londres en 1864 sous impulsion des délégués ouvriers britanniques et français pour réaffirmer leur solidarité mutuelle face aux combats qu'ils menaient nationalement contre la classe dominante. Bientôt, la cohérence des positions de Marx et Engels au sein de l'AIT les amena à la direction de cette organisation. Pourtant, la vague de répression qui se déclencha en Europe après l'échec de la Commune de Paris de 1871 provoqua *de facto* la fin de cette Internationale.

Grâce aux efforts d'Engels après la mort de Marx (1883), une **Deuxième Internationale, l'Internationale Socialiste**, fut constituée lors d'un congrès à Paris en 1889. Elle réunissait les partis socialistes qu'étaient en train de se créer en Europe, en Amérique et en Asie. L'Internationale commença un travail d'analyse théorique des développements du capitalisme du début du XX^{ème} siècle. Elle dénonça notamment les causes économiques de la montée du colonialisme, de l'impérialisme et du militarisme, ainsi que la dérive béliciste des Etats européens qui portera au déclenchement de la Première Guerre mondiale. Elle fut capable, grâce à la création d'un Bureau Socialiste International, d'organiser des meetings et des mobilisations ouvrières simultanées dans la plupart des capitales européennes, notamment contre l'implication des impérialismes français, allemand et britannique dans les crises du Maroc de 1911 ou dans les guerres balkaniques de 1912-1913.

Pourtant, des divisions théoriques et pratiques au sein de l'Internationale commencèrent à remettre en cause l'unité et l'efficacité de son action. Sur l'hypothèse de participation des socialistes aux gouvernements bourgeois (le « ministérialisme ») et sur les moyens d'action contre une éventuelle guerre mondiale, les socialistes ne trouvaient pas un position unanime. Une opposition en trois blocs se développa au sein de l'Internationale, entre une gauche révolutionnaire (Luxemburg, Liebknecht), un centre marxiste orthodoxe (Kautsky) et une droite révisionniste (Bernstein). Les contradictions de l'Internationale ne trouvèrent pas de solution lors de l'éclatement du conflit mondial en 1914 et de la Révolution d'octobre en 1917. La Deuxième Internationale échoua dans son effort anti-béliciste. La grève générale révolutionnaire pour

empêcher la guerre ne fut jamais proclamée à cause des divergences entre les socialistes franco-allemands, qui décidèrent finalement de voter les crédits de guerre et entrèrent dans les gouvernements bourgeois d'Union Sacrée pour soutenir l'effort belliciste et patriotique.

Pour défendre l'internationalisme « trahi » par la Deuxième internationale, Lénine tenta de réunir les révolutionnaires dès 1915-1917 (conférences de Zimmerwald 1915, Kienthal 1916, Stockholm 1917) et impulsa la création de **l'Internationale Communiste, ou Troisième Internationale**, en mars 1919. Pour adhérer à la III^e Internationale, à partir de juillet 1920 les partis membres doivent accepter les « 21 conditions » posées par Lénine, qui alignent leurs structures et leurs méthodes sur le modèle bolchevik qui avait permis la victoire de la Révolution d'octobre. Même dans les démocraties capitalistes, les partis communistes doivent se prémunir contre une éventuelle exclusion de la sphère politique en prévoyant locaux et imprimeries clandestines. Le parti fonctionne selon le « centralisme démocratique », et après 1921 les « tendances » sont interdites au sein des partis communistes. L'Internationale Communiste se pose l'objectif de coordonner les insurrections communistes des années 20, mais celles-ci se heurteront à une vague répressive. Elle s'adressa aussi aux peuples colonisés dans l'effort de combattre contre l'occupation impérialiste et pour placer leur combat dans le contexte plus large de la lutte anti-impérialiste à l'échelle mondiale. Face à la montée des fascismes dans les années 20 et 30, l'Internationale aura un rôle majeur dans l'impulsion de la dynamique des « Fronts populaires ». Pendant la Deuxième Guerre mondiale, elle incitera les partis communistes affiliés à chercher des ententes avec les forces résistantes non-communistes pour se battre contre les armées nazis occupantes. L'Internationale sera dissoute en 1943 pour détendre les relations avec les pays alliés de l'URSS dans la guerre ; elle sera **remplacée en 1947 par le Cominform**, mais qui aura un rôle plus limité à celui de « bureau d'information » entre les partis communistes du monde.

L'internationalisme : un combat permanent

Ce qui nous apprend ce court historique des Internationales, c'est que tout comme la conscience de classe, l'internationalisme n'est pas non plus spontané dans le prolétariat du monde. Même s'il repose sur des bases matérielles, bon nombre de tendances tendent à le contre-carrer. D'où l'importance cruciale de ne pas se contenter des proclamations de solidarité internationaliste mais oeuvrer avec toutes nos forces pour organiser concrètement cette solidarité.

Dans le *Manifeste*, Marx souligne que la mondialisation, amorcée depuis des siècles par les échanges marchands, constituait une puissante lame de fond contre les idéologies étroitement nationales :

« La grande industrie a fait naître le marché mondial, que la découverte de l'Amérique avait préparé. [...] En exploitant le marché mondial, la bourgeoisie a donné une forme cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand regret des réactionnaires, elle a dérobé le sol national sous les pieds de l'industrie. »

Mais le capitalisme, par ses violentes crises et les conflits impérialistes qu'il a développé à l'extrême au XX^{ème} siècle, pousse aussi à de profonds reculs réactionnaires. Les idéologies nationalistes et chauvines ont alors une profonde utilité pour la bourgeoisie : réaliser l'Union sacrée des exploités avec leurs exploités, et préserver le système.

Aujourd'hui encore, malgré un niveau jamais atteint de mondialisation des échanges de marchandises et de capitaux, la majorité des travailleurs est enracinée dans un territoire, avec peu

d'occasions de voyager ou de s'intéresser à d'autres pays. Malgré la baisse spectaculaire du coût des communications, seulement 2% des appels téléphoniques sont internationaux, et seulement une connexion internet sur 5 ou 6 dépasse les frontières nationales. Il est plus facile à un riche homme d'affaire passant d'avions à hôtels de se sentir « citoyen du monde », que pour un balayeur de Budapest.

2. Définir l'impérialisme aujourd'hui suivant l'analyse léniniste



Si aujourd'hui nous devons nous battre au quotidien en solidarité avec les peuples opprimés du monde dans leur lutte de libération du joug impérialiste, c'est bien parce qu'un (ou plusieurs) impérialisme existe et que ses formes de domination, bien qu'elles aient évolué, sont encore et plus fortes qu'auparavant.

Pour commencer, partons de la **définition classique de l'impérialisme qui est donnée par Lénine dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916)** :

« L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes ».

Lénine énumère 5 caractéristiques fondamentales de l'impérialisme du début du XX^{ème} siècle :

« 1/ Concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique

2/ fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce "capital financier", d'une oligarchie financière

3/ l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière

4/ formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde

5/ fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes ».

Lénine renverse ainsi la logique de la théorie marxiste orthodoxe de la Deuxième Internationale (Kautsky) : pour lui, ce ne sont pas l'expansionnisme et le colonialisme qui génèrent l'impérialisme mais c'est ce dernier qui, **pour satisfaire les nouveaux intérêts économiques du capitalisme, a besoin de s'affirmer via une politique d'annexions.** Le droit international qui s'est

affirmé après la Deuxième Guerre mondiale a rendu illégale et illégitime l'annexion : un Etat ne peut plus s'emparer de territoires d'un Etat tiers via une action militaire et un contrôle direct des territoires acquis. Bien que des formes d'occupation impérialiste directe persistent aujourd'hui (Israël/Palestine), l'action des puissances impérialistes a dû devenir plus subtile pour pouvoir continuer à exister, comme nous le verrons par la suite. Action plus subtile donc, mais pas pour autant moins oppressive et sanglante.

Lénine dénonce aussi le caractère illusoire de l'opposition à l'impérialisme de ceux qui souhaiteraient mettre fin à la domination des *trusts* par un retour à la libre concurrence, caractéristique d'un stade antérieur du capitalisme, celui du XIX^e siècle. Il dénonce aussi **l'opportunisme de ceux qui défendent la paix sans lutter pour le socialisme**. La guerre étant une conséquence inévitable des rivalités entre impérialismes pour le repartage du monde, il s'ensuit que le seul moyen d'en finir avec la guerre c'est d'œuvrer à la révolution socialiste. Lénine voit dans le développement de ce qu'il appelle « **l'opportunisme** » **un sous-produit de l'impérialisme** : les profits élevés des monopoles permettent à la classe dominante de corrompre une partie de la classe ouvrière (l'aristocratie ouvrière) et de la rallier à la bourgeoisie, dont elle épouse désormais les antagonismes.

Comme nous venons de le voir, **l'impérialisme est intrinsèquement lié au capitalisme**, il en est une évolution et porte de le danger de devenir un outil de « ralliement » du prolétariat aux intérêts de la bourgeoisie nationale et donc une désolidarisation avec le prolétariat des pays dominés.

Avec **l'ère du capitalisme financier** et de la constitution de grands monopoles - c'est-à-dire de grands groupes internationaux notamment au travers des fusions et acquisitions - les capitalistes exportent certes des biens et des services mais aussi du capital financier. Ce processus, en parallèle de la division internationale du travail, met en place des logiques de domination inter-étatiques. Ainsi les grands monopoles internationalisés opèrent depuis leurs centres, les grands Etats, et exportent en fonction de leurs besoins, c'est à dire pour augmenter leurs bénéfices. L'exemple le plus classique réside dans les **vagues de délocalisations**, qui cassent le statut des salariés et précarisent particulièrement la jeunesse.

En ce début de XXI^{ème} siècle, les phénomènes de fusions/acquisitions, de constitutions de monopoles internationaux constituent des réalités indéniables et la soumission de l'ensemble de l'économie au capital financier. Il s'agit d'un des aspects de la mondialisation capitaliste qui en réalité supprime la concurrence, pourtant en partie nécessaire aux capitalistes, dans les grands secteurs porteurs pour laisser la place aux grands monopoles. Le secteur de l'aviation et de la confrontation-domination d'Airbus et de Boeing en est une illustration flagrante car la concurrence n'y existe plus que restreinte entre grands monopoles.

Ces données économiques objectives produisent des conséquences à différents niveaux.

Chaque État tente de défendre les intérêts de ses monopoles, à l'image du soutien affiché de la France aux opérations de Total ou d'Areva en Afrique. Il en résulte, en plus du partage du monde entre grandes puissances, une confrontation d'intérêts entre celles-ci et la diffusion des guerres notamment pour garantir les ressources énergétiques (comme en Irak, Afghanistan ou Lybie) ou pour conforter des zones d'influence (ce fut une des motivations de l'intervention au Mali). Les relations internationales et diplomatiques sont également gouvernées par la confrontation et la défense des intérêts de ces grandes entreprises. Pour citer des exemples éclatants, les déplacements de François Hollande en Algérie (avec 400 chefs d'entreprises), ou de Jean-Marc

Ayrault et Laurent Fabius en Asie du Sud-Est, ont eu pour but l'ouverture de nouveaux marchés au bénéfice du patronat français.

Pour les pays dominés, agressés militairement, l'impérialisme constitue un ennemi à combattre. Mais les populations des puissances impérialistes en subissent également les conséquences. En effet, orienter l'économie d'un pays pour les intérêts de ses multinationales c'est créer un droit du travail sur mesure, une éducation tout autant calibrée, une orientation budgétaire allant toujours dans ce sens.

Avec la financiarisation croissante de l'économie, quelques évolutions récentes caractérisent à l'heure actuelle le capitalisme et partant l'impérialisme :

- **L'émergence de nouvelles puissances**, à l'image des BRICS et aux premiers rangs desquels la Chine et l'Inde. Si ces pays sont pétris de contradictions, le rôle de la Chine, notamment en Afrique et sa consommation de matières premières, l'amène à se confronter à d'autres puissances et d'exercer des politiques à caractère impérialiste. À titre d'exemple on peut citer le port du Pirée qui, racheté par un monopole Chinois, a vu les droits syndicaux des travailleurs supprimés.
- **La régionalisation du capitalisme**. A l'instar de l'UE, de l'ASEAN et de l'ALENA des polarisations régionales se créent afin d'organiser le capitalisme à des échelles supranationales. Cela crée des alliances de blocs entre puissances anciennes et émergentes. Notons cependant que ces blocs ne sont pas parfaitement homogènes et sont traversés de nombreuses contradictions.
- **Une justification théorique dangereuse basée sur le « clash des civilisations »**. Confrontée à un État de confrontations quasi permanentes, l'idéologie dominante tente de masquer la réalité de l'impérialisme usant des différences religieuses et utilisant à ses fins le fondamentalisme. Un exemple peut être donné avec la situation en Palestine où une image de conflit religieux est véhiculée pour cacher une exploitation et une domination de type néo-coloniale.
- **Une justification de l'impérialisme par la démocratie** comme c'est le cas en Ukraine, au cœur même de l'Europe où les interventions étrangères pour la satisfaction des besoins des grandes entreprises sont maquillées sous le masque de l'importation de l'Etat de droit et de la démocratie.
- **La finance domine à l'heure actuelle le monde**, et les puissances impérialistes en profitent pour briser les forces productives des pays dominés économiquement, ce phénomène de désindustrialisation peut notamment être vu dans les pays du sud de l'Europe.
- **Les dépenses militaires continuent à croître**. D'une manière absolue dans les pays de l'Asie de l'Est ou du Moyen-Orient, qui sont au cœur de l'impérialisme contemporain, mais d'une manière relative dans d'autre partie du globe comme en France où les budgets militaires sont réorientés et des coupes de personnels moins nécessaires laissent place à une modernisation plus importante.

Ainsi, à l'heure actuelle les caractéristiques générales de l'impérialisme demeurent, à savoir la domination de grands monopoles internationaux et la domination subséquente de grandes puissances sur d'autres pays et une division internationale du travail inégalitaire. Une sorte de pyramide impérialiste se crée cependant, avec des puissances qui essaient de maintenir leur position dominante et leurs acquis et d'autres qui essaient d'émerger mais sans remettre en cause le système lui-même.

Union Européenne

Comme nous venons de voir, la mondialisation capitaliste se caractérise à l'heure actuelle par une régionalisation à l'échelle planétaire. Ainsi des pôles se constituent pour organiser à différentes échelles continentales le capitalisme. Cela est vrai en Asie avec l'ASEAN, en Amérique du Nord avec l'ALENA, ou encore en Afrique avec le SADEC. Cette réalité est extrêmement prégnante en Europe avec l'Union européenne, construction plus que cinquantenaire qui a toujours eu pour **objectif la mise en place d'un marché sur le continent, en faisant un moyen d'organisation supranational de la production au bénéfice du grand patronat.**

Cinq phénomènes, parmi d'autres doivent être identifiés dans le cours actuel de l'Union européenne :

- En pleine crise du capitalisme la nature et le rôle de l'Union européenne comme **outil de l'organisation du capitalisme au niveau européen** se fait de plus en plus clairement. Son caractère irréformable et antidémocratique est une fois de plus avéré au travers notamment des plans d'austérité.
- La jeunesse de notre pays n'a jamais connu la France hors de l'UE, la tâche de l'idéologie dominante s'en trouve donc facilitée pour **embrigader la jeunesse dans un consentement acritique vers l'UE.**
- Du fait de l'ancienneté de la construction de l'UE, **l'économie de notre pays est profondément encadrée, imbriquée avec celle de ses voisins.**
- Confrontée à la crise du capitalisme, **l'UE tente de maintenir les taux de profits des grands groupes, c'est la raison de l'application des politiques d'austérité.** Cela étant elle est confrontée à des conflits internes entre Etats, chacun essayant d'assurer la survie et la domination de « son » capital, on retrouve ici les récents conflits franco-allemands.
- Enfin au plan purement politique une double offensive est menée par l'idéologie dominante. D'une part elle tente de nous enfermer dans un **eurocentrisme comme fin en soi**, arguant de inéluctabilité de la construction actuelle de l'UE : l'attribution à l'UE du prix Nobel de la paix s'inscrit dans cette tentative de légitimation. Ensuite, afin de pérenniser les intérêts du capital face à une crise systémique qui prend de l'ampleur, les élites poussent à un **fédéralisme qui n'a d'autre réel but que la stabilisation du marché intérieur.** Ainsi l'exemple du dernier traité TSCG (« Traité Stabilité, Coordination et Gouvernance ») doit être lu dans ce sens.

Ces éléments doivent nous interroger, car nous ne pouvons pas faire fi de l'existant, de la prégnance de cette Union européenne. Une perspective immédiate de lutte contre l'Union européenne est celle de « **rupture et construction** ». Il s'agirait de mener de pair une rupture claire avec l'Union européenne et la construction d'une alternative continentale.

Pour la première direction, à savoir la rupture, elle doit se concevoir comme un processus de long terme accompagné de mesures immédiates à prendre :

- Sur le plan social et juridique : refuser le principe de primauté du droit européen et de refuser d'appliquer toutes les directives et règlements allant dans le sens contraire aux intérêts populaires.
- Sur le plan purement européen : exprimer sa solidarité avec les peuples en lutte en dénonçant tous les *mémoires* et en refusant toute participation de la France à ces entreprises de casse sociale, comme l'exemple grec nous montre bien.

- Pour casser l'« Europe forteresse », la France devra immédiatement se retirer de Frontex et de l'Eurocorps.

Ces premiers coups portés à l'Union européenne pourraient engager un processus de rupture avec l'ensemble de l'Union économique et monétaire. Mais aussi ils permettront d'engager une autre construction, sur des bases radicalement différentes et cela à travers un nouveau rôle de la France. **Cette construction implique bien entendu une prise de pouvoir en France des travailleurs.** Il s'agirait de construire de manière bilatérale ou multilatérale des mécanismes de coopération ou d'échanges mutuellement avantageux et axés sur les besoins et les luttes de nos peuples et de nos jeunes, car un tel projet ne saurait se faire sans l'implication et l'intervention directe des masses populaires.

OTAN

Le rejet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) est un point de consensus à la JC. Forte de 28 pays, cette alliance militaire dominée par les États-Unis rassemble la quasi-totalité des États Européens dont la France.

En 1949, l'OTAN s'est fondé sur un **objectif central : consolider la domination de l'économie de marché.** Plus qu'une simple alliance militaire où chaque Etat-membre se doit assistance en cas d'agression extérieure, l'OTAN sert également, selon sa charte fondatrice, **d'outil de répression** contre tout mouvement social d'ampleur. Illégitime, l'OTAN l'est même au regard du droit international : l' ONU interdit toutes interventions militaires unilatérales en dehors des Nations Unies.

Hier, en pleine guerre froide, il s'agissait pour l'OTAN d'appuyer la domination du capital USA sur le vieux continent face au Bloc socialiste. Aujourd'hui, l'OTAN a renouvelé ses objectifs tout en gardant sa boussole : relayer par voie militaire s'il le faut, les entreprises impérialistes visant à assurer de nouveaux débouchés aux grandes multinationales occidentales. Concrètement, l'OTAN s'occupe à :

- **défendre les intérêts du capital Etasunien et Européen dans les anciens pays socialistes de l'Europe de l'Est.** En toile de fond, la volonté d'isoler les positions impérialistes de la Russie de Poutine. Y compris aux prix de fortes tensions comme on le voit en Ukraine.
- **faire « la guerre au terrorisme »** après les attentats du 11 septembre 2001. Au prétexte de la traque de Ben Laden, les pays de l'OTAN ont envahi l'Afghanistan pour faire main basse sur les richesses naturelles (gaz, pétrole, minerais).
- **sécuriser l'accès aux ressources énergétiques pour permettre le fonctionnement des économies occidentales dans un contexte de surconsommation des énergies fossiles.** Ainsi au nom de « la démocratie », les USA et leurs alliés s'attaquent à des puissances pétrolières (Irak 2003 ; Libye 2011).

Membre fondateur, la France a toujours participé à cette organisation militaire. Certes à degrés divers. De Sarkozy à Hollande, pas de rupture. L'alignement sur Washington est inconditionnel. Or cette politique atlantiste est une menace pour l'indépendance du peuple de France. Quel contre-poids peut avoir la France dans cette alliance face à un pays qui produit 8 fois plus de richesses que et qui dispose d'un budget militaire plus de 11 fois supérieur que notre pays ? Vu que la France a ré-intégrée en 2009 le commandement militaire, combien de jeunes soldats français vont-ils mourir pour des intérêts qui ne sont pas les nôtres lors des conflits où la France est sommé

d'intervenir « au nom de la solidarité de l'alliance » ? Combien d'écoles, de cités-U, de centres de santé pourrait-on construire avec les 150 millions d'euros de contributions directes annuelles au fonctionnement de l'OTAN et les dizaines de milliards qu'induisent les interventions françaises depuis 20 ans dans ce carcan?

Parce qu'une France « démocratique » n'a rien à attendre de cet outil belliciste; parce que nous souhaitons une France indépendante libérée de toute tutelle extérieure, parce que la 5^{ème} puissance mondiale peut jouer un rôle pacifiste à l'échelle du monde, parce que nous souhaitons des coopérations mutuellement avantageuses avec les pays progressistes y compris sur le plan de la défense, l'exigence d'une sortie unilatérale de la France de l'OTAN s'impose comme une réponse rapide et adaptée à l'exigence de paix que nous portons.

3. La solidarité internationale des étudiants



L'UEC a toujours eu l'objectif ambitieux de construire la solidarité internationale avec les étudiants et les peuples en lutte contre le capitalisme dans le monde. **Le capitalisme mondialisé a en effet fait des ravages dans les universités du monde entier** : les politiques néolibérales ont soumis l'enseignement supérieur aux logiques de marché et les universités doivent désormais être compétitives à l'échelle mondiale. Le système impérialiste condamne les pays dits pauvres à la **fuite/pillage de cerveaux** et provoque **l'émigration massive de leurs jeunes**. Dans les pays gouvernés par des régimes autoritaires et/ou vivant sous occupation impérialiste, des centaines d'étudiants sont aujourd'hui **prisonniers politiques**, comme en Palestine ou en Turquie.

En Europe, 15 ans de réformes du **Processus de Bologne** ont amené les universités au bord de la faillite, les étudiants à l'échec scolaire, les enseignants à la précarité. Le modèle néolibéral a lancé les universités dans une course aux financements qui les oppose les unes contre les autres, nationalement et internationalement, mais en même temps les échanges universitaires ont dû augmenter et ainsi les possibilités d'échanges entre les étudiants et d'ouverture d'espaces de résistance internationale. C'est là la contradiction du système que nous devons exploiter et l'enjeu de la solidarité internationale que nous devons mettre en place. Car si des résistances à la mise à mal des systèmes universitaires se développent dans chaque pays, il est nécessaire de multiplier les échanges entre les protagonistes de ces luttes et de tisser de liens pour mettre en place une véritable résistance des étudiants face au système capitaliste et à la remise en cause du service public de l'Enseignement Supérieur et Recherche.

Pour ce faire, le MJCF et l'UEC sont membres et participent aux rencontres de la **FMJD (Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique)** pour construire avec les autres organisations de jeunesse communistes et progressistes le combat contre l'impérialisme et pour démasquer les mensonges de la classe capitaliste contre les pays en lutte pour reconquérir leur souveraineté. Nous soutenons également les étudiants et jeunes qui, partout dans le monde, se mobilisent pour le droit à un enseignement supérieur public de qualité débarrassé des logiques de sélection et du profit. Plus largement, nous soutenons tous les étudiants qui partout dans le monde se mobilisent pour une université populaire, progressiste, féministe et innovante.

Tout en leur réaffirmant notre solidarité pleine et entière, nous relayons régulièrement toutes ces luttes des étudiants communistes et progressistes dans le monde qui méritent d'être mises en avant auprès des étudiants sur les campus de France. Seulement pendant l'année universitaire 2014/2015, de dizaines de mouvements étudiants se sont développés dans le monde : grève

étudiante en Cote d'Ivoire, mouvement étudiant anti-austérité au Québec, mobilisations pour la gratuité de l'ESR au Chili, référendum étudiant en Espagne et en Suisse, occupations de fac aux Pays-Bas, en Macédoine, en Algérie, etc. Nous nous donnons l'ambition d'avoir des contacts de plus en plus fréquents avec les étudiants mobilisés dans le monde pour donner le plus large écho à leurs luttes face au silence des médias et des gouvernements complices du démantèlement des systèmes universitaires dans le monde.

Construire la solidarité avec les étudiants étrangers

Le constat est simple : bien que nos universités accueillent plus de 220.000 étudiants étrangers, l'enseignement supérieur aujourd'hui en France ne considère pas les étudiants français et les étudiants étrangers comme étant égaux. **Des barrières à l'accès et à la réussite des étudiants étrangers** sont encore en place à cause de dispositions juridiques et de mesure d'exceptions explicitement discriminantes.

L'accès aux études supérieures en France pour les étudiants étrangers est rendu presque impossible, à moins de prouver par la taille de leur compte en banque qu'il sont en mesure d'étudier en France. Et la loi sur l'immigration de 2015 ne fait que renforcer le pouvoir des Préfectures et crée un titre de séjour pluriannuel sélectif.

Puisque l'égalité n'est pas un obstacle à la réussite mais en est au contraire la condition nécessaire, l'UEC est à l'initiative d'une série de revendications pour améliorer immédiatement les conditions de vie et d'études des étrangers. Pour **en finir avec l'arbitraire des Préfectures** quant au non renouvellement des visas, nous revendiquons que la carte d'étudiant donne lieu automatiquement à une vraie carte de séjour pluriannuelle afin que cesse la mise à mal des projets d'études des étudiantes et étudiants qui ne seraient pas en règle aux yeux de l'État. Nous exigeons **l'abolition du Décret du 6 septembre 2011**, qui impose aux étrangers, pour pouvoir rester à étudier en France, de devoir posséder un montant minimum de 7.000 euros par année universitaire, ce qui les oblige donc à se salarier, souvent en noir et à temps plein, et les pousse à l'échec scolaire. Enfin, nous exigeons **les mêmes droits pour les étudiants étrangers quant au redoublement et à la réorientation, l'extension des aides sociaux aux étrangers et une révision du système de Campus France** (qui met en place à chaque rentrée une véritable sélection sociale et politique des étudiants étrangers qui souhaitent accéder à l'ESR français).

Nous luttons donc pour que tout ceux qui le souhaitent puissent étudier là où ils le veulent, sans avoir à justifier d'un capital économique minimum ou d'un engagement politique conforme aux exigences de la France.

4. La campagne « Palestine : agir ici et maintenant »



La France et l'UE complices des crimes israéliens

Le conflit israélo-palestinien, de dimension apparemment régionale, a en fait une dimension mondiale : Israël est un allié économique et politique de premier plan des grandes puissances occidentales et, en premier lieu, des États-Unis d'Amérique mais aussi de l'Union européenne. Dimension mondiale encore avec le rôle de l'ONU : elle a édicté nombre de résolutions ordonnant à Israël de se conformer au droit international en mettant fin à cette politique d'un autre âge, **la colonisation**. Mais Israël se moque du droit international... et les États-Unis et l'Union européenne ne s'y intéressent pas davantage.

Tout comme une forte mobilisation internationale avait accéléré le processus de fin de l'Apartheid en Afrique du Sud, **nous pouvons et devons agir ici et maintenant pour les droits du peuple palestinien**. La France joue un rôle clé dans le soutien à la politique criminelle d'Israël, leurs relations relevant essentiellement de la « diplomatie économique ». En 2012, la France a accordé des autorisations d'exportations d'armes en direction d'Israël d'une valeur de plus de 200 millions d'euros. Le matériel vendu consiste en missiles, roquettes, aéronefs et matériel électronique. Alors qu'en 2014 des pays comme l'Espagne ou le Royaume-Uni ont décidé de suspendre totalement ou partiellement leurs ventes d'armes à Israël, la France n'a jamais remis en cause sa politique de soutien matériel à l'armement d'Israël. En mars 2016, nous avons pu apprendre par la sénatrice UDI Nathalie Goulet que les contribuables Français qui effectuent un don à l'armée israélienne bénéficient d'une réduction d'impôts de 60%. Non contente de sa passivité, la France est donc complice directe des bombardements et des massacres des palestiniens, car c'est bien avec les armes dont elle autorise l'exportation que ces tueries sont accomplies, ainsi que les contribuables français sont incités à financer l'armée d'occupation israélienne.

Sur le plan diplomatique classique, **la France a depuis bien longtemps renoncé à être un facteur de paix au Moyen-Orient**. L'Assemblée nationale et le Sénat ont bien voté en décembre 2014 un projet de résolution non contraignant invitant la France à reconnaître l'Etat palestinien, mais ce texte est resté purement symbolique puisqu'aucune mesure concrète n'a été prise en ce sens ni au niveau du gouvernement français ni de la Mission permanente de la France à l'ONU. Récemment, en janvier 2016, l'ancien ministre des affaires étrangères Laurent Fabius avait annoncé la tenue d'une conférence internationale de relance du processus de paix israélo-palestinien à Paris, dans le but de mettre fin aux conflits et promettant de reconnaître enfin l'Etat palestinien en cas d'échec de cet énième processus. Mais à quelques jours de cette conférence, au mois de mai, le premier ministre Manuel Valls est revenu sur la promesse de reconnaissance de l'Etat palestinien, cédant aux pressions israéliennes et condamnant à l'échec la relance du processus de paix.

Non seulement la France refuse de reconnaître l'Etat palestinien, **elle renforce aussi la répression et la criminalisation à l'encontre de ceux qui font vivre la solidarité internationale avec le peuple palestinien**.

Premièrement, c'est le cas des interdictions de manifester tombées à Paris en 2014 alors que partout dans le monde avaient lieu des mobilisations contre le bombardement de Gaza (opération « Bordure protectrice, juillet-août 2014). Lors de ces manifestations, la police française a défendu et couvert les militants de la LDJ (Ligue de Défense Juive) qui ont attaqué les pro-palestiniens près de la synagogue de rue de la Roquette à Paris. Côté justice, aucune enquête a été ouverte sur les violences perpétrées par la LDJ. De plus, alors que même dans des pays comme les Etats-Unis la LDJ est une organisation illégale, la France continue à reconnaître le droit d'exister à cette organisation raciste et fasciste.

Deuxièmement, c'est le cas des circulaires Alliot-Marie (2010) et Mercier (2012), qui criminalisent le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), campagne internationale lancée par des ONG palestiniennes en 2005. Le mouvement BDS appelle à exercer diverses pressions économiques, académiques, culturelles et politiques sur Israël afin d'aboutir à la fin de l'occupation et de la colonisation des terres arabes, au demantèlement du « Mur de la honte » en Cisjordanie, à la levée du blocus de Gaza, à l'égalité complète pour les citoyens arabo-palestiniens d'Israël, au respect du droit au retour des réfugiés palestiniens. Prenant à prétexte de vouloir combattre l'antisémitisme, les autorités françaises confondent volontairement antisémitisme et antisionisme pour poursuivre les militants de la paix au Proche-Orient et s'attirer les grâces d'Israël. Les deux circulaires, que le gouvernement PS n'a jamais pensé d'abroger, ordonnent aux parquets de poursuivre pénalement les personnes appelant au boycott des produits israéliens. C'est ce qui est arrivé en France à plusieurs reprises, notamment lors du « Procès BDS de Mulhouse ». En effet, le 20 octobre 2015, la Cour de cassation a confirmé la condamnation par la Cour d'appel de Colmar de 14 militants BDS, dont des membres du PCF Haut-Rhin, à 28.000 euros de dommages et intérêts aux parties civiles et chacun à une amende de 1.000 euros avec sursis.

Plus largement, **c'est l'Union européenne dans son ensemble qui encourage des relations politiques et économiques privilégiées avec Israël.** Depuis 1959 les relations UE-Israël se sont progressivement intensifiées, aboutissant à nombre d'accords bilatéraux sur la libéralisation du commerce des produits industriels et agricoles, la coopération scientifique, etc. Tout cela a créé les conditions pour qu'aujourd'hui l'Union européenne soit le premier partenaire commercial d'Israël : 33 % des exportations israéliennes vont vers l'UE et 40 % de ses importations viennent de cette dernière. Nombre de produits qu'Israël exporte aujourd'hui sont produits dans les Territoires Occupés, et jusqu'en 2010 l'UE appliquait à ces produits le tarif douanier préférentiel issu des accords de libre-échange avec Israël, traitant donc les produits venant des colonies comme tout autre produit venant de l'Etat israélien. C'est seulement grâce à un recours à la Cour de Justice de l'UE qu'en 2010 les Etats membres ont été contraints de réimposer les droits de douane sur les produits issus des colonies et à leur enlever tout traitement douanier préférentiel issu des accords précédents.

Nous nous devons pas tomber dans le piège des quelques résolutions européennes purement symboliques qui condamnent de temps en temps les bombardements et la répression en Palestine. Cela reste de la langue de bois. **Tant que l'UE aide économiquement Israël et que ses Etats membres en soutiennent la politique et le développement militaire, aucun espoir pour le peuple palestinien viendra de l'Union européenne.**

Faire vivre une solidarité internationale de résistance avec le peuple palestinien

Nous ne pouvons plus accepter le discours de « demain, l'Etat palestinien, toujours demain ». Demain sera trop tard, demain Israël aura totalement annexé les terres palestiniennes. Parce que

nous sommes internationalistes, **nous ne pouvons être libres tant que des peuples subissent la loi du plus fort dans le monde.** Il est alors plus qu'urgent de renforcer la pratique de la solidarité internationale avec le peuple palestinien, pour en faire une résistance internationale dans notre lutte contre tous les impérialismes.

Tout d'abord, nous devons nous battre pour la fin d'un conflit qui dure depuis trop longtemps et qui concentre ce que l'impérialisme fait de pire (domination sur tous les plans du peuple palestinien par les israéliens, aidés par l'Europe et les USA). Ce combat pour une résolution du conflit doit se faire dans le respect de la souveraineté des Palestiniens.

Notre rôle est d'agir principalement en France, militer pour que la jeunesse de notre pays connaisse le mieux possible les tenants et les aboutissants du conflit, afin de rejoindre la lutte et de pouvoir gagner ensemble.

Notre lutte se résume ainsi :

- **contre les discours idéologiques qu'en France et dans le monde servent la logique de la domination israélienne**
- **pour la reconnaissance de l'Etat palestinien**
- **pour la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens**
- **pour la fin de la criminalisation des militants pour la paix au Proche-Orient et du mouvement BDS**

a) La lutte idéologique pour la vérité sur le conflit israélo-palestinien

Nous devons combattre les amalgames idéologiques qui présentent le conflit israélo-palestinien comme un conflit religieux, alors qu'il s'agit clairement d'une question politique. **Le peuple palestinien est privé d'État et subit la colonisation d'un autre État. Cette injustice est politique et absolument pas religieuse.** Le conflit israélo-palestinien, c'est celui d'une puissance occupante – qui ne se définit pas par la religion de ses habitants (tous les Israéliens ne sont pas juifs !) – et d'un peuple occupé – qui ne se définit pas davantage par la religion de ses habitants (tous les Palestiniens ne sont pas musulmans !). C'est celui de la troisième armée du monde et d'un peuple sans État donc sans armée. C'est celui d'une grande puissance économique et d'un peuple écrasé et pillé, occupé et humilié – spoliation de terres, arrestations quotidiennes, emprisonnements arbitraires...

Le conflit israélo-palestinien jouit d'une médiatisation importante en France mais n'est pas traité comme nous le souhaiterions. Trop de fois les médias jouent la carte du conflit religieux, trop de fois les israéliens et palestiniens sont mis sur le même plan, trop de fois les injustices ne sont pas révélées. Pourtant, il y a tant à dire sur la Palestine. Les palestiniens souffrent chaque jour de la colonisation, de la difficulté à se déplacer ainsi que de la possibilité à travailler ou faire des études, mais aussi de l'accès à l'eau. Les droits humains les plus fondamentaux sont sans cesse bafoués. En plus de cela, le gouvernement israélien attaque régulièrement les civils palestiniens, sous couvert de « lutter contre le terrorisme ». Gaza subit des raids annuels sans que personne ne réagisse.

b) La reconnaissance de l'Etat palestinien

Se battre pour l'existence d'un Etat palestinien signifie d'abord combattre la volonté de mettre sous silence l'existence même d'un peuple Palestinien : nier son existence, son histoire, sa culture, sert de base idéologique pour leur nier le droit à l'autodétermination, à l'indépendance, à un Etat.

La reconnaissance de l'Etat palestinien est la seule voie possible, la voie de la paix et de la justice au Proche-Orient. Plutôt que de vendre des armes de guerres à des régimes sanglants, nous nous battons pour que la France reconnaisse l'Etat palestinien et réclame des sanctions contre la politique israélienne. En refusant de reconnaître un Etat palestinien, la France se montre complice d'Israël.

Lutter pour une Palestine libre et indépendante aux côtés d'un État israélien libre et indépendant, c'est lutter pour une paix juste et durable au Proche-Orient et la fin de l'impérialisme dans le monde.

c) La libération des prisonniers politiques palestiniens

Près de 7.000 palestiniens, tout âge compris, croupissent à l'heure actuelle dans les geôles israéliennes. Pour beaucoup, ils n'ont pas été jugés, leur tort est le simple fait d'être palestiniens. Récemment, Israël a baissé à 12 ans l'âge minimum d'empisonnement. Depuis l'occupation des terres palestiniennes de 1967, 700.000 Palestiniens des territoires occupés ont été détenus par Israël, soit 20% de la population palestinienne.

Au-delà des raisons purement politiques qui justifient les emprisonnements, les conditions des détentions sont de plus inhumaines. Les détentions dites administratives se font dans l'arbitrarité, elles sont contraires au droit international et au droit humanitaire, dans une violation perpétuelle de la 4ème Convention de Genève de 1949.

La politique israélienne est simple : enfermer tous ceux qui résistent. Tout palestinien élevant la voix contre le mur, les colonies, et de manière générale contre l'occupation israélienne, est susceptible d'être arrêté à n'importe quel moment, parfois sans avoir de motif d'arrestation. Sont enfermés des responsables politiques et des élus du peuple, comme des députés. C'est par ailleurs plus de 600 étudiants palestiniens qui sont emprisonnés par les israéliens : ils sont souvent interpellés pour le simple fait d'avoir participé à des assemblées universitaires, ou pour avoir réagi lors des abus subis aux check-point qui entravent leur parcours de la maison à la fac. Être étudiant en Palestine est en effet de plus en plus difficile : des 11 établissements d'ESR, certains ont été ravagés par les bombardements israéliens alors que les autres sont dans une situation de grave pénurie budgétaire. Les étudiants et les enseignants sont souvent empêchés de rejoindre leurs établissements par les check-point israéliens. Empêcher aux palestiniens de s'organiser politiquement dès le plus jeune âge et de se former dans des conditions dignes, répond à un objectif précis : **empêcher aux jeunes de former la classe politique de demain, celle qui continuera la résistance et la lutte pour l'autodétermination.**

Les dernières années, les Jeunes et Etudiants Communistes ont été à l'initiative des campagnes de solidarité pour la libération de Salah Hamouri et Lina Khattab, deux étudiants palestiniens prisonniers politiques, soumis à l'arbitraire des Cours pénales israéliennes. Nous avons gagné ces deux combats, mais ce n'est pas fini. Le combat continue pour tous les autres prisonniers politiques, notamment les deux symboles de la résistance palestinienne Marwan Barghouti et Ahmed Saadat, leaders du Fatah et du FPLP. Nous soutenons les municipalités qui déclarent les prisonniers politiques palestiniens « citoyens d'honneur », comme à Aubervilliers où la Mairie

communiste a récemment remporté un avis favorable de la Cour administrative d'appel pour nommer M. Barghouti citoyen d'honneur.

Militer pour la libération des prisonniers politiques palestiniens, c'est reconnaître la lutte de ce peuple, leur droit à la résistance face à l'opresseur. Car s'ils sont emprisonnés, c'est parce qu'ils sont palestiniens, parce qu'ils se battent pour leur liberté et leur dignité. Comme tout peuple ils y ont aussi droit. Israël, force occupante, tente de faire passer ces militants pour des « terroristes ». La campagne pour la liberté des prisonniers politique implique de combattre cette idée dominante de délégitimation de la résistance. Nombreux sont les militants d'organisations politiques ou d'associations à être enfermés. La politique d'arrestation des cadres a augmenté. Faire tomber les têtes de ceux qui organisent la résistance est l'objectif d'Israël. Car priver un peuple de responsables politiques, c'est l'empêcher de s'organiser pour lutter face au colonisateur.

Il n'y aura pas de reconnaissance de l'Etat palestinien sans liberté des prisonniers politiques, et militer pour leur liberté c'est reconnaître le droit à la résistance du peuple palestinien, c'est reconnaître leur existence.

d) La fin de la criminalisation des militants de la paix et BDS

Les interdictions de manifester et la criminalisation du BDS exacerbent le climat politique ainsi que les conditions du militantisme des partisans de la paix. En rendant la conflictualité plus aigüe (les affrontements près de la synagogue de rue de la Roquette en 2014 le prouvent bien), des telles mesures ouvrent la voie de la radicalisation des deux côtés et permettent aux classes dominantes européennes de reposer leur amalgame entre conflit politique et conflit religieux. Cette radicalisation est d'abord créée *ad hoc* et ensuite encouragée par la classe dominante française, pour en exploiter les failles et les erreurs et renforcer ainsi la légitimité de son soutien aveugle à Israël, ainsi que se renfermer dans le cercle vicieux de la répression interne.

Face à cette volonté de faire basculer l'antisionisme en antisémitisme, de présenter les militants pour la paix comme des gens qui veulent exporter la lutte armée palestinienne sur le sol français, **notre mot d'ordre est une fois de plus « coeur chaud, tête froide »**. A l'image du boycott de l'Afrique du Sud des années 1980, la campagne BDS est un mouvement non violent destiné à stopper l'impunité d'Israël et à le forcer à respecter les droits des Palestiniens. Elle ne vise pas une population ni une religion, mais cherche à obliger nos gouvernements à des sanctions légitimes pour imposer à Israël la seule issue pour cette région : l'application du droit international.

Lorsqu'on achète des produits estampillés « origine Israël », on peut se rendre complices à notre insu de la colonisation israélienne de la Palestine. En effet, certains d'entre eux proviennent de colonies israéliennes en territoire palestinien occupé. De nombreuses chaînes de supermarchés en France importent illégalement des produits fabriqués dans les colonies de Cisjordanie. C'est aussi le cas des fruits et légumes en provenance de la vallée du Jourdain et d'autres régions de Cisjordanie vendus sous les marques Jaffa, Mehadrin, Hadiklaim, Jordan River, Carmel, Agrexco et Adafresh (par exemple, pamplemousses, oranges, clémentines, dattes, figues, kumquats, grenades, fruits de la passion, menthe...). Par la campagne BDS, nous exigeons que l'ensemble des supermarchés s'engage à ne plus vendre de produits des colonies israéliennes, pour obtenir le retrait total de ces produits illégaux.

Les colonies israéliennes, construites sur des terres qui ont été volées aux palestiniens, sont illégales au regard du droit international et elles ont été condamnées par l'ONU. Les transactions financières, les investissements, les achats, les approvisionnements ainsi que d'autres activités

économiques dans les colonies ou bénéficiant aux colonies, entraînent des risques juridiques et économiques liés au fait que les colonies israéliennes, selon le droit international, sont construites sur des terres occupées et ne sont pas reconnues comme faisant partie du territoire d'Israël et sont illégales.

Mais à travers la campagne BDS nous voulons aller encore plus loin, **nous voulons promouvoir une nouvelle vision des relations internationales, à développer en parallèle de la lutte pour l'Etat palestinien.** Une conception des relations internationales qui ne soit plus basée sur la division du travail à l'échelle planétaire, sur la concurrence et le profit que les grandes puissances font sur le dos des peuples opprimés. A la loi du profit, nous opposons le développement de nouvelles relations internationales fondées sur la coopération et la solidarité mutuellement avantageuses, que cela soit au niveau politique, économique, scientifique, universitaire, culturel... C'est en ce sens que les Etudiants communistes se battent pour le partenariat de leurs universités avec des établissements palestiniens. Les institutions françaises peuvent en effet mettre en place des mécanismes de solidarité qui vont au-delà des simples postures déclaratoires. Nous poussons les universités françaises à établir des partenariats avec les universités palestiniennes, à favoriser les échanges académiques et scientifiques. Aussi, nous sollicitons de vive voix les directions universitaires afin de renommer les amphithéâtres avec les noms des héros de la résistance palestinienne et de prendre part au parrainage des étudiants prisonniers politiques, pour que la lutte pour un droit à l'instruction effectif soit victorieuse.

Après six guerres, deux intifadas, des dizaines de résolutions de l'ONU et plus de 20 ans de négociations les faits sont là : le peuple palestinien est privé d'Etat et subit la colonisation de l'Etat d'Israël. Il est temps d'agir et de mettre fin à l'impunité d'Israël contre le mur de la honte, les contrôles aux checkpoints, la confiscation de terres, l'accès à l'eau menacé, la destruction de maisons en masse, le racisme d'Etat, les humiliations permanentes... Les Palestiniens ont droit à un Etat libre, viable et indépendant dans les frontières de 1967 comprenant la Cisjordanie, Gaza et avec Jérusalem-Est comme capitale. **Ce conflit, éminemment politique, masque l'oppression d'un Etat sur un peuple. Il n'a que trop duré !**

5. La solidarité internationale avec le peuple Kurde



Depuis son accession au pouvoir en 2002, **Recep Tayyip Erdogan impose un régime antidémocratique et antisocial en Turquie**, renforcé après la décréation de l'état d'urgence suite au coup d'Etat militaire avorté du juillet 2016 : répression contre les minorités, nettoyages ethniques, purges politiques dans l'administration, la justice, l'armée et l'éducation, propos hostiles s'inspirant ouvertement d'Hitler, libéralisme sauvage, répression anti-syndicale et anti-communiste, censure des médias de l'opposition, attaques contre la laïcité et la république... on ne compte plus les atteintes faites à la liberté et à la paix.

Dès la mise en échec électorale du parti conservateur AKP en juin 2015, des attentats commencèrent comme à Şürük puis à Ankara, faisant des centaines de morts, et les agressions contre les forces de l'opposition ont continué jusqu'à la victoire dans le sang d'Erdogan en octobre 2015. Mais la violence ne s'est pas tue : en octobre 2015, l'Est de la Turquie, région kurde, subit un état de siège permanent : violences policières et militaires contre les minorités kurdes et alevites, chasse aux opposants politiques (PKK et HDP), musellement de la presse indépendante, pénurie organisée, couvre-feu, bombardement et assassinats... Plus de 300 civils ont perdu la vie depuis juillet 2015 sous les couvre-feux imposés de façon illégale dans une dizaine de villes kurdes telles que Cizre et Sur.

Devant ces atrocités commises, **l'État français ne réagit pas, pire même, il fait d'Erdogan son allié stratégique dans la région**. Non content de soutenir ce membre du bloc de l'OTAN, la France bénéficie d'avantages économiques en exploitant les travailleurs turcs avec des bas salaires et des conditions de travail dégradantes. À cela s'ajoute la question des migrants, celle du pétrole et de la vente d'armes. Pour toutes ces raisons le gouvernement PS reste très indulgent envers Erdogan. L'exemple le plus flagrant de cette complicité fut la venue du président turc le 4 octobre 2015 au Zénith de Strasbourg pour sa campagne électorale et la mobilisation de ses troupes. **En défendant ses intérêts impérialistes au Moyen-Orient, le gouvernement français est aujourd'hui facteur de guerre dans la région**. Mais la complicité de la France avec les massacres en Turquie se retrouve aussi dans notre pays. En 2011, les gouvernements turc et français ont signé des Accords de coopération policière et militaire : depuis, les autorités françaises aident la Turquie dans la chasse aux progressistes et communistes Kurdes sur le sol français (perquisitions arbitraires des locaux d'associations Kurdes, arrestations de militants du PKK...). C'est dans ce climat de collaboration franco-turque que trois militantes Kurdes (Rojbin, Leyla et Sakine) ont été assassinées le 9 janvier 2013 à Paris par un agent turc. Nous assistons à des répressions violentes lors des manifestations en soutien au peuple Kurde, comme en 2016 à Paris puis à Strasbourg lors de l'occupation des locaux de France 3, et des procès contre les organisations soutenant la lutte pour la paix et

l'émancipation des Kurdes. Le devoir du gouvernement français n'est pas de fermer les yeux. Il est d'être aux côtés des Kurdes, des progressistes, des démocrates et des syndicalistes de Turquie.

La dure répression s'accompagne d'**emprisonnements arbitraires**. Ainsi, près de 2.000 étudiants sont actuellement prisonniers en Turquie pour des raisons politiques : participation aux mouvements sociaux, soutien au HDP, au PKK, aux Kurdes, etc. L'exemple le plus emblématique est **Abdullah Öcalan, leader de l'émancipation kurde et porte-voix pour la paix**. Victime d'un complot impérialiste international le 9 octobre 1998, il fut capturé en 1999, drogué, torturé, condamné à mort puis emprisonné à vie pour avoir co-fondé et dirigé le PKK. Néanmoins il continue son combat marxiste-léniniste en l'adaptant à la réalité de résistance des Kurdes du Rojava contre l'obscurantisme de Daesh et les impérialismes en jeu. Son « confédéralisme démocratique » appelle à créer des communautés autogérées, libres, fondés sur les principes de la démocratie directe, de l'écologie sociale, du féminisme. Ses mots d'ordre sont : « Démocratie, Socialisme et Féminisme ».

Au nom de la solidarité internationale et pour la paix, il est plus que légitime de condamner l'attitude complice des gouvernements français face à Erdogan et apporter notre soutien au peuple Kurde. Nous exigeons :

- La libération d'Abdullah Öcalan, prisonnier injustement depuis 17 ans déjà
- La protection en France des réfugiés politiques turcs
- La rupture des Accords de coopération policière et militaire France-Turquie
- Un soutien politique et militaire aux Kurdes qui se battent contre Daesh
- La sortie du PKK de la liste internationale des organisations terroristes de l'UE
- La condamnation des actes du président Erdogan, et des sanctions envers le gouvernement turc tant qu'il continuera ses attaques contre la paix mondiale et que le massacre des Kurdes n'aura pas pris fin.

Conclusion : la lutte de la jeunesse pour faire vivre la solidarité internationale



Pour conclure, quelles sont les tâches de la jeunesse de France et du MJCF pour contrer et vaincre l'impérialisme ?

La France constitue l'une des plus grandes puissances du globe disposant de grandes entreprises et d'un nombre important d'implantations militaires. Nous avons à la fois un adversaire direct important et un rôle crucial à jouer et cela à trois échelles : nationale, continentale et mondiale.

- 1) La première direction que notre anti-impérialisme doit prendre est celle de ses fondations, à savoir le capitalisme hexagonal. **Lutter contre ce mode de production à l'intérieur de nos frontières**, sur tous les fronts et par tous les moyens doit être notre premier objectif. Ainsi si l'on inverse la vapeur, et si nous reprenons la main sur la gestion du pays, c'est à dire si ce ne sont pas les monopoles et leurs relais politiques et idéologiques qui dominent nous aurons déjà franchi un grand pas. Cela signifie qu'il faut intensifier la lutte de la jeunesse de notre pays contre les attaques que nous fait subir l'impérialisme. De plus, notre pays étant engagé dans de nombreux théâtres d'opérations extérieures il faut immédiatement **appeler à la fermeture des bases françaises à l'étranger et rappeler nos soldats**. Il est également nécessaire que nous appelions à la sortie immédiate et sans condition de la France de l'OTAN ainsi que la dissolution de cette institution, et utiliser l'argent public ainsi récupéré pour satisfaire les besoins sociaux et éducatifs de la jeunesse et des classes populaires.
- 2) Au niveau régional, il faut que nous engagions dès maintenant la **rupture avec l'Union Européenne et lancions la France dans une construction solidaire**, favorables aux intérêts populaires à l'échelle de notre continent.
- 3) Au niveau mondial, certes rien ne se fera en un claquement de doigts, le combat n'en est pas pour autant moins important. Il paraît impératif de porter deux exigences :
 - le **soutien à tous les peuples en lutte**
 - le **renforcement d'un front anti-impérialiste pour un monde de paix et de justice**. Il faut que ce front soit le plus large et le plus efficace possible et c'est à ce quoi nous travaillons au travers la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique.

En outre, il est nécessaire d'organiser partout où cela est possible la solidarité internationale et de **promouvoir les États et constructions régionales en rupture avec l'impérialisme** comme en Amérique Latine l'ALBA, cela non dans un esprit apologétique mais afin de montrer que de tels processus sont possibles et bénéfiques.

Afin d'ébranler l'impérialisme mondial, il est nécessaire de créer par une action concrète de solidarité spécifiques des brèches partout là où cela est possible. C'est sous cet angle qu'il faut voir le combat pour les peuples Palestinien et Kurde. Parce qu'ils bénéficient d'un échos important partout dans le globe, il s'agit de combats d'une importance stratégique. De plus, dans le cadre des visées étasuniennes au Moyen-Orient, notamment avec le projet dit du « Grand Moyen-Orient », il s'agit d'un front sur lequel il est particulièrement important de s'engouffrer dans la lutte contre l'impérialisme mondial en ce début de XXI^{ème} siècle.